



Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE

de la décision de la Commission relative à la mesure individuelle en faveur de la République Centrafricaine à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour le Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat – République Centrafricaine

1. Intitulé / acte de base/numéro CRIS	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat – République Centrafricaine Numéro CRIS: CF/FED/038-108 Financé par l'Enveloppe B du 11 ^e Fonds Européen de Développement (FED)			
2. Zone bénéficiaire de l'action / localisation	Afrique Centrale, République Centrafricaine L'action sera menée à l'endroit suivant: Bangui			
3. Document de programmation	Projet de Programme Indicatif National 2014-2020 pour la République Centrafricaine en cours d'adoption			
4. Secteur de concentration / domaine thématique	Construction de l'Etat			
5. Montants concernés	Coût total estimé: 40 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 40 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire			
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Appui budgétaire Gestion directe – appui budgétaire: contrat d'appui à la consolidation de l'État			
7. Code(s) CAD	51010			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	S. O.			

RESUME

Pays parmi les moins développés d'Afrique sub-saharienne et désormais gravement fragilisé par une crise sécuritaire et politique qui dure depuis trente mois, la République Centrafricaine a bénéficié en 2014 d'un contrat d'appui à la consolidation de l'État d'un montant de 33 000 000 EUR provenant du mécanisme de transition du FED, dont 30 000 000 EUR d'appui budgétaire délivré en deux tranches entièrement décaissées. Un nouveau contrat d'appui à la consolidation de l'État d'une durée de deux ans financé sur l'enveloppe B du 11^e FED permet de poursuivre le soutien aux autorités dans le contexte délicat de l'achèvement de la transition, avec trois échéances électorales critiques (constitution, parlement et présidence), et du retour à l'ordre constitutionnel.

Cet appui budgétaire demeure indispensable dans un contexte budgétaire toujours très tendu, même si les recettes propres sont prévues en nette hausse alors que les dépenses sont effectivement réduites à un strict minimum. Il faut cependant considérer qu'avec le retour progressif de la sécurité et de la reprise en main du territoire national par les autorités de transition avec le soutien de la communauté internationale, les besoins financiers de réhabilitation et de remise en route des services publics vont croître très rapidement.

Le retour aux pratiques de bonne gestion des finances publiques et la relance des réformes liés à la gestion des finances publiques constituent les points critiques de ce contrat d'appui à la consolidation de l'État qui ne pourra atteindre ses objectifs que sur la base de d'avancées réelles sur des points cruciaux impactant l'ensemble des systèmes de gestion. Un dialogue continu et l'appui des assistances techniques en place ou attendues devront contribuer au renforcement des systèmes et des ressources humaines permettant l'atteinte de résultats réalistes dans les délais impartis.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique

La République Centrafricaine est un pays en crise et il est également pays pilote dans le cadre du New Deal for Engagement in Fragile States (the “New Deal”). Le pays est plongé depuis vingt ans dans des crises récurrentes (humanitaires, sociales, sécuritaires, politiques) sur fond de pauvreté exacerbée de sa population et de capacité limitée des gouvernements successifs à asseoir leur autorité sur l'ensemble du territoire. La fragilité du pays est structurelle et les récents événements qu'a connus le pays l'ont plongé dans un état de quasi faillite économique, sociale et administrative.

Les efforts régionaux pour atteindre la stabilisation du pays, menés notamment par la région (Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale, CEEAC), ont été insuffisants. La crise s'est aiguisée en avril 2013 quand François Bozizé a été évincé du pouvoir et le Chef du mouvement "Seleka" Michel Djotodia a pris sa place. Le mouvement "Seleka" a pillé de façon systématique les populations et tous les biens de l'Etat et a commis de nombreuses violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.

Incapable de reprendre le contrôle sur le mouvement "Seleka" qui l'avait porté au pouvoir, ce gouvernement de Djotodia n'a pas su répondre aux défis multiples auxquelles il faisait face. Devant cet échec, les membres de la CEEAC ont poussé Michel Djotodia à quitter le pouvoir en janvier 2014.

À la suite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2127 du Conseil de sécurité des Nations Unies, une opération de maintien de la paix menée par la France (Sangaris) a débuté officiellement dans la nuit du 5 au 6 décembre. L'effectif français en Centrafrique, atteint rapidement un volume de 1600 militaires. La Mission internationale de Soutien à la Centrafrique (MISCA) fait suite à la Mission de consolidation de la Paix en Centrafrique (MICOPAX) conduite par les pays de la région (CEEAC). Sous l'égide de l'Union Africaine, la MISCA déploie jusqu'à 4500 hommes et 5400 à terme. Le déploiement d'une force d'intervention européenne (EUFOR) a été décidé en janvier 2014.

Suite à la démission Michel Djotodia, c'est Catherine Samba-Panza, élue par le Conseil National de la transition, qui devient la nouvelle Chef d'état de la transition en date du 23 janvier 2014 et en avril 2014 le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé la résolution 2149 qui a permis de déployer une Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) à partir de septembre 2014.

Le cadre institutionnel et politique actuel en République Centrafricaine est défini actuellement par l'accord de Libreville du 11 janvier 2013, la déclaration de N'Djamena du 18 avril 2013, et l'accord de cessez-le-feu de Brazzaville de juillet 2014 (qui a été mis en œuvre partiellement). Une Charte de transition a été adoptée et des institutions de transition ont été mises en place dans le but de ramener la stabilité et arriver à tenir des élections. La période de transition avait au début été fixée à 18 mois, cependant une extension jusqu'au mois d'août 2015 a été octroyée par le médiateur de la crise centrafricaine, le président du Congo-Brazzaville Sassou N'Guesso.

Le gouvernement de la transition a hérité d'une situation chaotique marquée par un effondrement de l'économie centrafricaine, le produit intérieur brut (PIB) s'étant réduit de plus 40%, mais aussi de l'Etat, chassé des provinces et contesté jusque dans la capitale Bangui par les forces négatives dit des "ex-Séléka" comme des "anti-balakas". L'Etat Centrafricain reste en situation de faillite financière, avec des recettes propres ne couvrant même pas le paiement des salaires des fonctionnaires.

L'apport significatif de la Communauté Internationale en matière de sécurité (Sangaris pour la France, EUFOR-République Centrafricaine pour l'UE et MINUSCA pour les Nations Unies) et en matière de financement (appuis budgétaires massifs de 25 800 000 EUR pour les Etats de la CEEAC et 86 600 000 EUR du reste de la Communauté internationale) ont permis de stabiliser progressivement la situation.

L'Union européenne (UE) a largement contribué à cette mobilisation internationale au profit de la République Centrafricaine avec la mise en œuvre d'un premier contrat d'appui à la consolidation de l'État en 2014. Cet appui budgétaire préparé en avril, signé en juillet et décaissé en deux tranches, a permis d'assurer indirectement, le paiement régulier des salaires de la fonction publique, garant d'une certaine paix sociale.

La feuille de route définissant les orientations du gouvernement de transition, elle a été révisée en mars 2014 et fixe le cap et les étapes devant permettre le retour à l'ordre constitutionnel et démocratique. Egalement, un Programme d'Urgence pour le Relèvement Durable (PURD) 2014-2016 a été adopté en juillet 2014 pour faire le lien entre l'urgence, la reconstruction et le développement.

En août 2014, M. Mahamat Kamoun, d'origine musulmane, a été désigné comme Premier Ministre, et des représentants des groupes armés ont trouvé place dans le nouveau gouvernement suite à la signature d'un cessez-le-feu à Brazzaville en juillet 2014. A la suite des troubles à partir d'octobre 2014, ce gouvernement a fait l'objet le 16 janvier 2015, d'un remaniement qualifié de technique.

Une avant-proposition de constitution a été votée à une très forte majorité par le Conseil National de transition le 16 février avant d'être débattue au niveau du gouvernement et de la société civile. Le Forum de Bangui, qui fera suite aux consultations de terrain tenues dans toutes les préfectures malgré l'opposition de certains groupes de l'ex-Séléka, devrait se tenir avant la fin de la période de transition actuelle. Cependant la mise en place du processus électoral peut poser question; il y a eu des retards importants dans l'approbation d'adaptations législatives nécessaires, et dans la formulation du Projet d'Appui au Cycle Electoral en Centrafrique (PACEC). Avec un paquet de 20 000 000 EUR au total et une contribution au PACEC de 18 000 000 EUR, l'UE demeure le plus important contributeur aux élections, et le manque d'autres financements pourrait se traduire par de nouveaux retards. Le Forum de Bangui devra aussi définir le cadre du processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) des groupes armés. La MINUSCA sera responsable de ce processus crucial, qui sera lié aussi à la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Même si la mission EUMAM RCA (EU Military Advisory Mission in the Central African Republic), commencé au mois de mars, pourra fournir un soutien importante en terme de capacités, le processus de retour durable à la sécurité et à la paix civile, et le sort des forces armées centrafricaines (FACA), qui lui est lié, n'est pas tranché.

Il est prévu que la transition soit suivie d'une phase de mise en route des nouvelles institutions. Avant que celles-ci ne trouvent leur point d'équilibre pour asseoir la reconstruction du pays et relancer durablement le cycle du développement, cette nouvelle phase post-transition, nécessitera un accompagnement constant et consistant de la communauté internationale, qu'il soit politique, sécuritaire, institutionnel mais également financier. L'assainissement des finances publiques, quoiqu'engagé, devra se poursuivre sur plusieurs années avant de porter réellement ses fruits.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

L'objectif général de ce contrat d'appui à la consolidation de l'État relatif à la construction de l'appareil de l'État est d'aider le gouvernement de la République Centrafricaine à promouvoir un retour à la croissance, et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique, en soutenant le processus de la transition puis du rétablissement d'un régime constitutionnel régulier.

Les objectifs spécifiques sont les suivants:

- accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il restaure la paix, qu'il rétablisse la stabilité macroéconomique;
- favoriser un processus de transition vers le développement et le renforcement de la gouvernance administrative;
- soutenir les fonctions vitales de l'État (en particulier le paiement des rémunérations des fonctionnaires, la réalisation des fonctions administratives essentielles et le retour progressif des services de base minimaux aux populations).

Le gouvernement de la transition a manifesté depuis un an une mobilisation active et sans réserve quant aux objectifs dont il est fait mention ici.

La logique d'intervention porte à nouveau sur le risque de non intervention. En effet, à défaut d'une nouvelle intervention massive de la Communauté internationale, l'Etat centrafricain ne sera pas en mesure de faire face au paiement des salaires de sa fonction publique; et cela, au moment crucial des efforts très importants de la communauté internationale - et de l'UE notamment - devant permettre le rétablissement de la sécurité et de l'ordre démocratique et constitutionnel.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Les parties prenantes pour ce nouvel contrat d'appui à la consolidation de l'État sont la Primature, le Ministère des Finances et du Budget et l'ensemble de ses services techniques, le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale, Ordonnateur national du FED ainsi que l'ensemble des ministères techniques; les élus; les acteurs non étatiques; le secteur privé; la société civile.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Le contrat d'appui à la consolidation de l'État 2014 a permis de faciliter le travail du gouvernement de transition. Les fonctionnaires civils ont été recensés, leurs salaires ainsi que la plupart des arriérés de salaires ont également été payés. Certaines dettes de l'Etat vis à vis du secteur privé ont pu être apurées. Malgré plusieurs tentatives de déstabilisations, le gouvernement de transition a su rester en place en cherchant à asseoir progressivement sa légitimité malgré la multiplication de certains facteurs exogènes d'ordre négatif.

Ensuite, le choix d'un appui non ciblé s'est révélé payant car mise en œuvre de façon concomitante avec l'opération d'appui ciblé de la Banque Mondiale a permis de minimiser les risques liés au paiement de la masse salariale civile. Sur le volet appui budgétaire, les objectifs spécifiques du premier State Building Contract (SBC) (favoriser le processus de transition, accroître la capacité financière du gouvernement pour restaurer la paix et rétablir la stabilité macroéconomique et soutenir les efforts du gouvernement pour garantir les fonctions vitales de l'Etat) semble être atteint.

On retient également que le fait que ce premier appui ait eu une durée de 12 mois n'est pas suffisant pour entrevoir de façon durable la sortie de crise. Il est donc proposé dans le cadre de cette nouvelle feuille de route un appui sur 24 mois qui devra couvrir à la fois la fin de la transition mais également le retour à l'ordre démocratique.

Un nouveau contrat d'appui à la consolidation de l'État s'avère urgent et indispensable au regard des tensions qui subsistent dans un pays « au milieu du gué ».

En effet, la Loi de finances 2015 votée à mi-janvier par le Conseil National de transition (CNT) n'est toujours pas complètement financée. Un écart de financement de 59,7 milliards FCFA (91 000 000 EUR) figure dans la Loi de finances, malgré des dépenses minimalistes pourtant conformes au programme du Fonds Monétaire International (FMI). Ce gap de financement devrait être en partie financé par la renégociation des prêts du Congo et de la Banque des Etats d'Afrique Central (BEAC). Ce deuxième contrat d'appui à la consolidation

de l'État, couplé à un appui de la Banque Mondiale, de la France et de la Banque Africaine de Développement (BAD), devrait permettre de boucler en partie ce budget minimaliste. Cela étant, les risques d'un sous-financement, et donc de la constitution d'arriérés, ne peuvent être complétement écartés. L'extrême prudence dans la gestion de la trésorerie contactée tout au long de 2014 rassure néanmoins quant aux efforts de priorisation qui peuvent être réalisés par le gouvernement de transition.

Il est nécessaire de garder en mémoire que le retour préconisé à l'ordre démocratique se traduira très probablement par une fragilité prolongée du dispositif institutionnel étatique, susceptible d'être confronté aux espoirs déçus des perdants des élections comme des exclus de la réconciliation, des forces négatives restant exposées aux sanctions de la justice internationale comme nationale, mais aussi de la population qui pourrait manifester son impatience face aux lenteurs prévisibles du processus de normalisation sécuritaire et économique.

Il est proposé que ce nouveau contrat d'appui à la consolidation de l'État soit financé sur l'enveloppe B du 11^e FED et qu'il ait une durée de deux ans.

Ce second contrat d'appui à la consolidation de l'État, a vocation à être non ciblé, sera néanmoins clairement focalisé sur la problématique des finances publiques dans toutes ses dimensions. Un effort important sera fait en particulier pour améliorer la mobilisation des recettes propres. Des efforts seront également consentis pour s'assurer de la régularité du fonctionnement de la chaîne de la dépense, à la fois en matière de programmation budgétaire mais surtout en matière de gestion de trésorerie. Malgré le fait que le gouvernement de transition ait géré sa trésorerie de façon extrêmement prudente en 2014, il reste impératif de continuer à l'accompagner, en particulier à travers les assistances techniques existantes dans les directions générales du Budget et du Trésor.

Au regard de l'environnement existant, la limitation principale relative aux ambitions de ce programme reste la difficile adéquation des budgets et des ressources humaines devant permettre l'atteinte des objectifs et des résultats du programmes. Il sera dès lors indispensable de concentrer les efforts en matière de renforcement des capacités autour de la notion d'efficience de la dépense publique.

Au titre de ce nouveau contrat d'appui à la consolidation de l'État, il n'est pas proposé de mesures d'accompagnement via une nouvelle enveloppe d'appui institutionnel. Cela s'explique parce que le volet d'appui institutionnel de 3 000 000 EUR inscrit au titre du contrat d'appui à la consolidation de l'État 2014 n'a pas encore été engagé et que le projet « appui au Programme de Réforme Globale des Finances Publiques » (a-PRGF) est toujours en phase d'exécution, avec des assistances techniques déployées au sein du Ministère des Finances et du Budget et un projet de construction du bâtiment de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT).

1.2 Autres domaines d'évaluation

Les critères d'éligibilité de la République Centrafricaine au contrat d'appui à la consolidation de l'État ont été évalués positivement pour la dernière fois lors du décaissement de la seconde tranche de l'appui 2014 par la Commission européenne au mois de décembre 2014.

1.2.1 Valeurs fondamentales

La politique du gouvernement de transition est définie par la feuille de route révisée. Elle est mise en œuvre depuis août 2014 à travers le PURD de la République Centrafricaine. Ce plan bien que très ambitieux à l'égard des capacités existantes dans le pays, demeure suffisamment pertinent et crédible pour considérer que les objectifs spécifiques du nouveau programme pourront être atteints.

1.2.2 Politique macroéconomique

Le FMI a délivré une assistance financière au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) pour un montant de 8,355 millions DTS (Droits de tirage spéciaux) (= 6,2 milliards FCFA qui correspondent à 9,45 millions EUR) décaissés en mai 2014. Une nouvelle FCR a été examinée lors du Conseil d'administration du 18 mars 2015 pour un montant d'environ 4,6 milliards de FCFA (environ 7,2 millions EUR) et vérifié lors de la mission du FMI à Bangui du 24 au 31 mars. Par contre, l'octroi éventuel d'une nouvelle facilité élargie de crédit sera considéré à l'issue de la période actuelle de transition politique.

La dernière mission du FMI a passé en revue tous les aspects portant sur l'évolution du cadre macroéconomique, la situation des finances publiques et plus particulièrement des recettes et de la trésorerie, les questions monétaires et les comptes avec l'extérieur pour l'exercice en cours et pour le prochain exercice 2015. Elle a également mesuré les progrès engrangés sur les réformes engagées par le gouvernement de transition qui progressent malgré quelques retards, reflétant l'insécurité toujours prégnante qui obère parfois gravement les capacités de gouvernance. La situation des finances publiques demeure structurellement déséquilibrée et l'on ne peut escompter un rétablissement rapide des équilibres de base, même avec la reprise de la croissance telle qu'attendue

1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)

La volonté d'assainissement, de modernisation et de réforme des finances publiques est constante et indéniable, tant au niveau du Premier Ministre que des ministres et cadres en charge directement de la gestion des finances publiques. Le Plan d'action opérationnelle sur les finances publiques 2014-2015 a le mérite d'exister mais doit toujours être revu afin de mieux se focaliser sur les aspects cruciaux et centraux, dûment hiérarchisé et séquencé, doté d'un dispositif de suivi. L'assistance technique déployée reste pour l'heure un vecteur déterminant de l'avancement des réformes. Cette assistance technique encadre le personnel au sein des services clefs et assure la formation et la dissémination des pratiques.

On retient surtout que l'exécution du budget 2014 a démontré la très grande prudence des autorités et l'extrême retenue en matière de dépenses publiques en se focalisant sur les dépenses essentielles, notamment salariales, et en évitant les gaspillages dispendieux. Ainsi les fonds reportés à fin 2014 ont été de 15 milliards FCFA (22,9 millions EUR), permettant un début d'exercice sans risque majeur sur la trésorerie alors qu'aucun appui ne devrait se confirmer avant la fin mars.

1.2.4 Transparence et contrôle du budget

La Loi de finances 2014 a été postée sur le site du Ministère des Finances et du Budget en septembre 2014. La Loi de finances 2015 votée à la mi-janvier est disponible, sous format papier et électronique. L'engagement des autorités à retrouver le fil normal des pratiques budgétaires et de redevabilité est bien réel et se manifeste particulièrement au niveau du Ministère des Finances et du Budget. Il conviendra toutefois que les autorités poursuivent leur effort d'amélioration de la disponibilité de l'information au profit des élus, de la presse, des opérateurs économiques et des acteurs non étatiques en réhabilitant les sites internet du gouvernement et en assurant le postage régulier des documents budgétaires.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Le risque lié à l'instabilité politique et sécuritaire sur l'ensemble du pays persiste, même si des progrès relatifs en matière de retour à la normale sont perceptibles à Bangui, grâce notamment au travail poursuivi par l'EUFOR-République Centrafricaine qui est en train d'être repris par la MINUSCA. Le processus de consultation populaire n'est pas encore totalement achevé, en particulier dans le Nord-est du pays, du fait de l'opposition de groupes armés que la MINUSCA et Sangaris s'efforcent de réduire. Le Forum de Bangui devrait se tenir avant la fin d'avril 2015. Il devrait ouvrir la voie à l'adoption de la nouvelle constitution, à un plan de DDR, à un accord sur la justice transitionnelle et aux élections attendues.	E	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite du dialogue de haut niveau (Groupe International de Contact, GIC). • Soutien aux efforts des parties centrafricaines ouvertes à la résolution des conflits et au rétablissement de la justice pour une restauration durable de la paix et de la sécurité.
Concernant la stabilité macroéconomique, le risque majeur tient à l'absence possible de rebond de la croissance, sous l'effet des incertitudes sécuritaires, du poids non résolu des pertes et dommages supportés par l'intégralité des acteurs économiques durant la crise et d'un budget minimaliste qui ne pourra pas soutenir la croissance, faute de marges de manœuvre suffisantes. Cependant les équilibres principaux ne devraient pas se dégrader davantage et enregistrer des progrès sans doute modestes mais réguliers eu égard aux efforts du gouvernement de transition qui devront être confirmés par les autorités légitimes qui prendront leur suite.	E	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite du programme avec le FMI.
S'agissant de l'exécution du budget, le risque porte moins sur un dérapage éventuel des dépenses à court terme, les autorités ayant largement démontré leur prudence jusqu'ici, que sur (i) la moindre collecte des recettes propres, (ii) sur des dépenses impératives non couvertes (telles que le coût des élections), et (iii) sur la mobilisation tardive ou insuffisante des appuis budgétaires. Ces trois types de risques pourraient directement conduire à des impasses mettant directement en péril l'intégralité du processus de réforme et de reconstruction de l'Etat ou à l'accumulation d'arriérés malgré les engagements pris.	E	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien apporté au Ministre des Finances et du Budget pour la mobilisation des régies de recettes, la poursuite d'une politique budgétaire orthodoxe et une gestion de la trésorerie prudente et rigoureuse. • Diligence dans la livraison des appuis budgétaires et mobilisation des partenaires.

<p>Avec la montée en puissance de MINUSCA (prévue pour avril 2015), et la conclusion du processus politique préalable aux élections, qui devrait se traduire dans une sécurisation du territoire centrafricain, on pourra espérer dans la sécurisation progressive des voies de communication, et dans un effort de normalisation des activités économiques liés à l'exploitation des ressources naturelles. Le Kimberley Process mènera en effet une mission au mois d'avril destinée à évaluer les conditions pour une certification partielle de l'exportation de diamants certifiés. Tout cela pourrait amener à un allègement de la crise fiscale en République Centrafricaine.</p>	<p>E</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité des troupes des Nations Unies épaulées par les forces Sangaris. • Plaidoyer auprès des responsables du processus de Kimberley.
<p>Hypothèses</p>		
<p>Poursuite d'un dialogue politique exigeant avec les autorités centrafricaines, continu et renforcé par la participation de l'UE aux mécanismes de suivi prévus par les accords de 2013 et 2014, ainsi que d'une coordination étroite avec les autres fournisseurs d'appui budgétaire en République Centrafricaine (Banque mondiale, Banque Africaine de Développement, France notamment).</p>		
<p>Déploiement effectif des mesures d'accompagnements (assistance technique, études, dispositif de suivi des réformes en matière de finances publiques) qui restent prévues, au travers des programmes existants et en particulier via l'enveloppe d'appui institutionnel du premier contrat d'appui à la consolidation de l'État 2014 encore non mobilisée.</p>		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

L'expérience du contrat d'appui à la consolidation de l'État 2014 a démontré que le risque de non intervention était bien plus grand que les risques liés à la mise en œuvre du programme, qui ont été manifestement été limités. La logique d'intervention de ce nouveau contrat d'appui à la consolidation de l'État reste donc pleinement légitime.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Le FMI, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, la France, seul Etat-Membre de l'UE effectivement représenté à Bangui, sont parties prenantes au processus de continuation de l'aide budgétaire pour le moment. Par ailleurs les Etats de la sous-région ont indiqués leur intention de poursuivre leur engagement financier en faveur de la République Centrafricaine, geste déjà concrétisé par le Congo avec l'octroi d'un délai de grâce rallongé sur le prêt octroyé en 2014. Toutefois l'émergence de la crise budgétaire dans ces états pour la plupart pétroliers laisse mal augurer de l'importance de ces appuis à venir et toujours non chiffrés ni datés.

La situation des appuis budgétaires décaissés en 2014 et prévus pour les deux années du programme (2015 et 2016) est indiquée ci-dessous. Il faut cependant noter qu'un certain nombre de ces appuis prévus ne font encore l'objet d'aucun cadre juridique définitivement adopté et signé et demeurent à l'état de promesses non contraignantes. L'expérience démontre également que le processus de décaissement peut être plus long que prévu et ainsi mettre en péril le plan de trésorerie actuellement prévu pour 2015 et qui anticipe de difficultés sérieuses dès avril.

Bailleurs	2014 réalisé (EUR)	2015 prévu au 20/02/15 (EUR)	2016 Prévu (EUR)
UE	30 000 000	25 000 000	15 000 000
Banque Mondiale	20 300 000	9 346 000	-
BAD	17 400 000	9 346 000	-
PNUD	3 300 000	-	-
France	6 000 000	4 000 000 + 6 000 000	-
FMI	9 400 000	7 175 000	-
Total	86 400 000	60 867 000	15 000 000

En l'état, les appuis budgétaires prévus pour 2015 ne couvrent donc pas encore la totalité du gap de financement indiqué dans la Loi de finances qui est de 91 000 000 EUR.

3.3 Questions transversales

L'appui budgétaire délivré dans le cadre de ce contrat d'appui à la consolidation de l'État est général et non ciblé.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

L'objectif général de ce contrat relatif à la construction de l'appareil de l'État est d'aider le gouvernement de la République Centrafricaine à promouvoir un retour à la croissance, et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique, en soutenant le processus de la transition puis du rétablissement d'un régime constitutionnel régulier.

Les objectifs spécifiques sont les suivants:

- accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il restaure la paix, qu'il rétablisse la stabilité macroéconomique;
- favoriser un processus de transition vers le développement et le renforcement de la gouvernance administrative;
- soutenir les fonctions vitales de l'État (en particulier le paiement des rémunérations des fonctionnaires, la réalisation des fonctions administratives essentielles et le retour progressif des services de base minimaux aux populations).

Les résultats attendus de cette intervention sont:

- le développement de la paix et de la sécurité, des progrès dans la transition vers la démocratie et le développement;
- des améliorations en matière de stabilité macroéconomique;
- la mobilisation et l'affectation de ressources financières suffisantes pour couvrir au moins les obligations financières de l'Etat et la fourniture d'un niveau minimal de services de base au niveau de l'administration publique;
- une efficacité accrue des systèmes, des procédures et des capacités de gestion des finances publiques.

4.2 Principales activités

Appui budgétaire

Les activités principales comprendront:

- le transfert de 40 000 000 EUR sur la période (pour les années fiscales de la République Centrafricaine 2015 et 2016);
- un dialogue politique et sur les politiques continu entre la Délégation de l'UE et le gouvernement ainsi que sur les actions à mener, en mettant plus particulièrement l'accent sur les domaines visés dans les objectifs du programme;
- des efforts continus des administrations pour renforcer leurs capacités en matière de gestion des finances publiques (GFP) dans le contexte des programmes d'appui complémentaire existants;
- un dialogue continu entre la Délégation de l'UE et les autres bailleurs de fonds fournissant de l'aide budgétaire afin d'alléger les obligations de « reportage » qui pèsent sur le gouvernement, tout en renforçant les capacités nationales de coordination de l'aide;
- le monitoring régulier des critères d'éligibilité à l'appui budgétaire. A ce titre:
 - le suivi des développements macroéconomiques sera effectué dans le contexte des missions semestrielles du FMI ainsi que dans le cadre d'un dialogue permanent avec le Ministère des Finances;
 - les performances en matière de discipline et d'exécution budgétaire seront évaluées régulièrement pour vérifier qu'elles ne s'écartent pas sensiblement des objectifs convenus. Cette surveillance s'exercera à l'occasion de réunions régulières avec le gouvernement au niveau du Comité de Trésorerie et en particulier la Direction Générale du Budget, l'ACCT;
 - le suivi des performances dans le domaine des réformes de la GFP sera réalisé sur la base du Plan d'action opérationnel 2015-2016 dont le suivi se fera sur base régulière;
 - le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route révisée du gouvernement de transition se basera sur les rapports produits par la Primature et/ou le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale chargé des Pôles de Développement;
 - le suivi de la transparence budgétaire sera réalisé à travers la vérification de la mise à la disposition du public de la documentation appropriée.

4.3 Logique d'intervention

La logique d'intervention du programme repose sur le triptyque « Transfert financier direct – Dialogue politique – Appuis techniques », à même d'induire les synergies nécessaires dans la phase actuelle de grande fragilité de la République Centrafricaine, dans la perspective de l'achèvement de la transition et du retour aux normes institutionnelles ordinaires.

En finançant directement le budget national, un signal de confiance vis-à-vis des autorités de la transition est adressé à la société civile, aux opérateurs économiques et plus largement à l'ensemble des composantes de la communauté nationale face aux risques liés à la situation de crise sécuritaire et politique et aux impératifs de la reconstruction de l'Etat et de l'économie. Cet appui vise également à mobiliser la communauté internationale dans la poursuite du soutien au processus de retour à la paix et à la démocratie pour le développement.

Cette confiance manifestée par l'UE s'appuie sur un dialogue politique de haut niveau, qui assure un suivi régulier des avancées vis à vis de chacun des critères d'éligibilité, tant au niveau du gouvernement que des autres parties prenantes, en étroite concertation avec les

autres partenaires au développement avec notamment le FMI, les Nations Unies, la Banque Mondiale et les Etats Membres concernés, dont la France.

Cet appui bénéficie des assistances techniques déployées par les bailleurs de fonds, et en particulier par l'UE, dans le cadre de ses programmes existants avec l'appui au Programme de Réforme Globale des Finances Publiques (a-PRGF) et l'appui complémentaire au contrat d'appui à la consolidation de l'État 2014, dont la composante appui budgétaire a été effectivement décaissée au cours de l'exercice 2014.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **36 mois** à compter la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4, du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué est de 40 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire. Ce montant repose sur une appréciation des besoins financiers de la République Centrafricaine, notamment au niveau du besoin de financement affiché dans la Loi de finances votée par le Conseil National de transition en janvier 2015. Par ailleurs il a été tenu en compte le fait que l'appui budgétaire ne peut être qu'un moyen transitoire de financement du budget. La remontée significative des recettes propres doit être un objectif absolu et prioritaire des autorités nationales. A ce titre, les tranches 2016 impliquent un effet de sevrage annoncé dès la conclusion de la présente convention.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la feuille de route révisée et du PURD de la République Centrafricaine;
- Progrès satisfaisant dans la mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité;
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du Programme de Réforme Globale des Finances Publiques (PRGF) à travers le Plan d'action opérationnel (PAO) 2015-2016;
- Progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

b) Les conditions spécifiques de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables reposent sur des mesures à mettre en œuvre dans les 3 domaines suivants jugés prioritaires pour l'atteinte des résultats du présent programme:

- Mise en œuvre du programme de réformes des finances publiques;
- Opérationnalisation de l'ACCT;
- Mobilisation des recettes fiscales et douanières.

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant la première année du programme. Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements de la deuxième année feront l'objet de discussions entre les autorités et l'UE avant la fin de la première année et feront l'objet d'un échange de lettres pour adoption.

Par ailleurs, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'Ordonnateur national du FED à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Les tranches pour l'année 2015 et celles pour l'année 2016 seront délivrées sous condition de respect des conditions générales et des conditions spécifiques telles qu'indiquées ci-dessus et détaillées en annexe.

5.4 Modalités de mise en œuvre

NA.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

ACTIVITÉ	Contribution de l'UE (EUR)
5.3 – Appui budgétaire - Contrat d'appui à la consolidation de l'État	40 000 000
Total	40 000 000

Le calendrier indicatif des versements est le suivant:

Exercice budgétaire en République Centrafricaine	TRIM 1	TRIM 2	TRIM 3	TRIM 4	TOTAL
2015	-	18 000 000	-	7 000 000	25 000 000
<i>Tranches fixes</i>	-	<i>16 000 000</i>	-	<i>5 000 000</i>	<i>21 000 000</i>
<i>Tranches variables</i>	-	<i>2 000 000</i>	-	<i>2 000 000</i>	<i>4 000 000</i>
2016	10 000 000	-	5 000 000	-	15 000 000
<i>Tranches fixes</i>	<i>8 000 000</i>	-	<i>3 000 000</i>	-	<i>11 000 000</i>
<i>Tranches variables</i>	<i>2 000 000</i>	-	<i>2 000 000</i>	-	<i>4 000 000</i>
TOTAL	10 000 000	18 000 000	5 000 000	7 000 000	40 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Par construction, les appuis budgétaires s'insèrent dans les dispositifs mis en place par les autorités nationales, de concert avec les partenaires au développement.

S'agissant des réformes des finances publiques, du suivi du budget et des relations avec les partenaires concernés, notamment sur les questions d'appui budgétaire, la République Centrafricaine a développé une structure organisationnelle sur trois niveaux avec:

- le Comité de Suivi et de Gestion des Finances Publiques (CSGFP) qui se réunit sur une base trimestrielle sous la présidence du Premier Ministre avec la participation du Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale, des membres des cabinets et conseillers techniques, du coordonnateur de la Cellule chargée du Suivi des Réformes Economiques et Financières (CS-REF), des Directions Générales du Ministère des Finances et du Budget (régies de recettes et de dépenses), des services techniques, du Directeur national de la Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC) et des représentants des partenaires au développement, notamment concernés par les appuis budgétaires et la réforme des finances publiques;
- le Comité de Trésorerie qui se réunit sur une base mensuelle sous la présidence du Ministre des Finances et du Budget avec la participation du Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale, des membres des cabinets et conseillers techniques, des Directions Générales du Ministère des Finances et du Budget (régies de recettes et de dépenses), des services techniques, du Directeur national de la BEAC. Il a été élargi en septembre 2014 aux représentants des partenaires au développement, notamment concernés par les appuis budgétaires et la réforme des finances publiques, qui sont désormais régulièrement invités;
- la CS-REF qui est placée auprès du Ministre des Finances et du Budget. Elle est notamment chargée du suivi des programmes passés avec le FMI et les grands bailleurs de fonds et partant du suivi des appuis budgétaires, du suivi des réformes et notamment en matière de gestion des finances publiques ainsi que du suivi des assistances techniques en soutien aux réformes économiques et financières.

Le chef de file des discussions relatives aux appuis budgétaires et de leur mise en œuvre est le Ministre des Finances et du Budget qui a la charge d'assurer le financement des opérations financières de l'Etat et leur suivi. Cependant et compte tenu des enjeux de court et moyen terme, le Premier Ministre en assure la supervision tandis que le Ministre de l'Economie du

Plan et de la Coopération International, Ordonnateur National du FED et, à ce titre, signataire de la convention de financement, assure les relations avec la partie européenne.

La Délégation de l'UE à Bangui assure le contact permanent et les discussions avec l'ensemble de ses partenaires nationaux, en étroite collaboration avec les autres donateurs concernés par les appuis budgétaires et la gestion des finances publiques, et notamment le FMI, la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement et la France.

Les demandes de décaissement des tranches d'appui budgétaire sont élaborées par la CS-REF sous couvert du Ministère des Finances et du Budget. Celle-ci collecte également les éléments probants requis, au titre des conditions générales et spécifiques. Le dossier est transmis à l'Ordonnateur national qui l'achemine auprès de la Délégation de l'UE, laquelle en assure l'évaluation et transmet ses éléments d'analyse au Siège à Bruxelles, qui statue en dernière instance.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du gouvernement centrafricain. À cette fin, le Ministère des Finances et du Budget doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer un certain nombre de rapports, à savoir (i) un rapport annuel d'avancement intérimaire, à fin 2015 portant sur chacun de conditions générales et spécifique détaillé en annexe 1 et (ii) un rapport final à fin 2016 portant sur chacun de conditions générales et spécifique détaillé en annexe 1, et couvrant toute la période de mise en œuvre de l'action. Chaque rapport devra également rendre compte avec précision des moyens mis en œuvre, des difficultés rencontrées, ainsi que des résultats obtenus, mesurés au regard des objectifs agréés. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Il ne sera pas procédé à des évaluations de la présente action ou ses composantes.

Cela étant, eu égard à l'importance et au contexte de l'action, il sera élaboré un rapport final portant sur la présente action par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée par la Commission.

Ce rapport final sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que le présent programme a été conçu à la suite du contrat d'appui à la consolidation de l'État 2014 et s'inscrit dans le soutien à la transition, processus de résolution de la crise sécuritaire et politique en cours depuis trente mois et qui doit déboucher sur l'adoption d'une nouvelle constitution et l'élection des autorités législatives et exécutives de la République Centrafricaine.

Une collaboration efficace et effective des parties prenante est attendue avec les experts en charge de l'élaboration de ce rapport final.

Le financement de ce rapport sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement de l'audit sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

6 CONDITIONS PREALABLES

NA.

ANNEXE – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RESULTAT

Les moyens, les produits directs et induits escomptés et l'ensemble des indicateurs avec leurs cibles et leurs lignes de base qui figurent dans la liste des indicateurs de résultat sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. Le tableau où figure la liste indicative des indicateurs de résultat évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des colonnes supplémentaires seront insérées pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectif général: impact	Le programme vise à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique, en soutenant le processus de la transition puis du rétablissement d'un régime constitutionnel régulier	Pas d'indicateurs d'impact mesurables et disponibles dans la situation présente du pays et pour un programme de deux ans	Situation 2014: invérifiable	Situation 2015: A déterminer Situation 2016: A déterminer	Enquêtes du PNUD, FAO, Banque mondiale sur la pauvreté et les conditions des ménages

Objectifs spécifiques: effets directs	<ul style="list-style-type: none"> - accroître la capacité financière du gouvernement pour restaurer la paix, rétablir la stabilité macroéconomique et atteindre les objectifs politiques à court terme; - favoriser un processus de transition vers le développement et le renforcement de la gouvernance administrative; - soutenir les efforts du gouvernement pour garantir les fonctions vitales de l'État (en particulier la garantie de la paix et de la sécurité, le paiement des rémunérations des fonctionnaires, la réalisation des fonctions administratives essentielles et la garantie d'un minimum de services de base aux populations sans aucune discrimination). 	<ul style="list-style-type: none"> - le budget est correctement financé et la mobilisation des bailleurs de fonds réduit les tensions de trésorerie - le taux de croissance du PIB per capita est positif - les dépenses d'investissement financées par le trésor public s'accroissent - le projet de Loi de finances est accompagné des documents explicatifs - Il n'y a pas d'arriérés de salaires des agents de l'Etat sur les exercices 2015 et 2016. - les écoles sont ouvertes et fonctionnent, au moins dans les zones sécurisées 	Situation 2014: négatif pour tous les indicateurs	Situation 2015: A déterminer Situation 2016: A déterminer	Rapports du Comité de trésorerie Rapports de la mission du FMI Rapports du Comité de trésorerie Projet de Loi de finances transmis au Conseil National de la transition (CNT) Rapport de la Direction Général du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) Bilan du Ministère de l'Education
--	---	--	--	--	---

Produits induits	<p>La productivité générale des administrations est améliorée, notamment au niveau de l'éducation et des régies de recettes et de dépenses</p>	<ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'enfants scolarisés augmente significativement (y compris pour les filles) - les mesures principales de la réforme des finances publiques sont mises en œuvre - la chaîne de la dépense publique est restaurée - la Direction Générale du Budget, l'Agence Centrale Comptable et du Trésor (ACCT) est opérationnelle - la comptabilité des restes à recouvrer fiscaux est produite 	<p>Situation 2014: négatif pour tous les indicateurs</p>	<p>Situation 2015: A déterminer</p> <p>Situation 2016: A déterminer</p>	<p>Bilan du Ministère de l'Education</p> <p>Rapports de la Cellule chargée du suivi des Réformes Economiques et Financières (CS-REF)</p> <p>Rapports de la Direction générale du Budget (DGB) et de la DGTCP</p> <p>Rapports de l'ACCT</p> <p>Rapports de la Direction générale des impôts et domaines (DGID)</p>
-----------------------------	--	---	--	---	---

Produits directs	La relation entre l'aide extérieure et les processus politiques et budgétaires nationaux est renforcée, notamment au travers des instances bilatérales autorités nationales/partenaires au développement	<ul style="list-style-type: none"> - les informations financières sur les projets financés par l'aide extérieures sont connues et intégrées aux rapports d'exécution du budget - les décaissements d'appui budgétaire sont conformes aux prévisions 	Situation 2014: négatif pour tous les indicateurs	Situation 2015: A déterminer Situation 2016: A déterminer	Rapports de la CS-REF et du CNS Bilan du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale (MEPCI) Projets de loi finances Rapports du Comité de trésorerie
------------------	--	---	--	--	---